

Pour s'en sortir, cette femme désirait suivre un cours de bureautique offert par la commission scolaire de sa région. Ce fameux cours qui offrait des perspectives intéressantes de travail était d'une durée de 18 mois. Or, le fédéral ne paie pas pour des cours de 18 mois. Le fédéral exige en effet qu'un diplôme soit octroyé après 12 mois de cours, pour qu'il reconnaisse ce cours.

Résultat: cette femme a continué de retirer ses maigres prestations jusqu'à la dernière.

Arrivée à cette limite de prestations, elle s'est inscrite à un cours intitulé *Initiation aux métiers non traditionnels*. Dans ce cours se retrouvent 13 femmes désireuses de suivre une formation de 14 semaines qui aboutirait à du travail. À la lumière des informations que j'ai recueillies à date, puisque le cours se donne actuellement, il apparaît nettement que cela ne marche pas.

Les métiers non traditionnels ne courent pas les rues, et les occasions de travail en ce domaine, dans une région touristique comme la mienne, sont quasi inexistantes.

Alors pourquoi le fédéral donne-t-il ce cours? Pourquoi dépense-t-il des sommes d'argent pour rien? Le fédéral ne peut-il pas effectuer quelques études pour voir si le marché du travail de ma région est ouvert à ces femmes et si les occasions d'emploi existent? Sinon, à quoi bon diriger ces femmes dans ce système de formation?

Hélas, il semble qu'on donne ce cours pour tout bêtement donner un cours.

Et ces femmes, elles, constatent bien, après quelques semaines, qu'elles sont embarquées dans une barque qui les mènera nulle part. Pourtant, elles étaient prêtes à mettre des efforts et des énergies dans un cours qui leur ferait voir de la lumière au bout du tunnel, c'est-à-dire du travail.

Au lieu de cela, on leur offre un cours étrangement structuré. On leur parle d'estime de soi. On leur dit de se prendre en main, de foncer. À la limite, on leur met un miroir en face et on leur dit: «Regardez-vous. Vous ne travaillez pas et c'est de votre faute. Alors bougez-vous!»

Ces femmes ne veulent pas ce genre de thérapie. Ces femmes veulent du concret, du réel. Elles veulent apprendre des choses qui les mèneraient à un travail.

Comme je vois qu'il ne me reste qu'une minute, je passe à la conclusion assez rapidement.

Nous, les femmes, valons autant que les hommes. Notre société, notre mode de vie et nos valeurs ont fait que les femmes ne furent pas reconnues à leur juste valeur. Il est temps maintenant de corriger cette erreur, et ce, promptement.

À la lumière de certaines actions prises par le gouvernement libéral, il est clair que ce dernier n'est pas prêt à faire de grands pas dans cette direction. Malgré toutes ces promesses faites aux femmes dans plusieurs domaines, le fédéral affecte les femmes très durement. Ce qu'il nous annonce comme réforme du régime d'assurance-chômage et de pension de vieillesse n'est pas de bon augure.

Les crédits

J'invite donc toutes les femmes du Québec à dire non au régime fédéral de plus en plus menaçant.

• (1320)

Mme Eleni Bakopanos (Saint-Denis, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques remarques que je trouve très drôles de la part de l'honorable députée d'en face.

Premièrement, elle parle de solidarité. Cela vient d'un parti qui ne veut quand même pas encourager la solidarité chez tous les Canadiens, y incluant les femmes. Deuxièmement, en ce qui concerne la solidarité, il y a de ce côté-ci de la Chambre toutes les femmes qui représentent le gouvernement. On a démontré quand même qu'on est ouverts à la solidarité en ce qui concerne notre position, car si on prend l'exemple du 8 mars dernier, on a quand même ouvert un débat à toutes les femmes des deux côtés de la Chambre.

Maintenant, je pose une question à l'honorable députée. Elle a donné l'exemple d'une femme qui était venue dans son bureau et qui ne pouvait suivre des programmes. N'est-elle pas au courant—car c'est justement ce qu'on propose dans le Budget—qu'il va y avoir des transferts aux provinces où celles-ci vont être elles-mêmes responsables pour ces programmes. Ce sont elles qui vont offrir ces programmes. C'est justement ce que son parti a demandé, et c'est justement ce que l'on fait. Les deux, nous savons que dès que les femmes pourront avoir l'égalité économique, elles pourront également l'obtenir dans toutes les autres choses. Mais je lui pose quand même la question: Est-elle d'accord en ce qui concerne les transferts?

Mme Guay: Monsieur le Président, quand on nous parle qu'on va nous transférer plus de pouvoir dans les provinces, pour qu'on puisse avoir des programmes faits à notre échelle et à nos besoins, il faudrait peut-être qu'on pense aussi à nous envoyer les sous pour pouvoir faire ces programmes.

Ce qu'on se prépare à faire, ici au fédéral, c'est de nous transférer des pouvoirs—ce ne sont pas des pouvoirs—des responsabilités que l'on n'aura même pas les moyens de les appliquer. Je pense qu'il s'agit-là d'une très grande question, et c'est une grave problématique qui s'en vient dans les prochaines années. Imaginez-vous. Nous, au Québec, au moins, on est bien structurés, mais dans d'autres provinces, comme les petites, il va y avoir une grosse problématique.

Deuxièmement, quand vous me parlez de solidarité des femmes que vous ne pouvez pas compter sur nous, le Bloc québécois, je rappellerai à la députée que, l'année dernière, nous avons déposé un projet de loi sur l'assurance-chômage, pour les femmes—je ne sais pas si elle s'en rappelle—et que nous avons demandé la solidarité des femmes à cet effet-là pour cesser que l'on pénalise les femmes qui travaillent avec leur mari, à l'assurance-chômage. Ils ont voté contre, alors que nous avions fait ce projet de loi-là pour les femmes. On avait demandé une solidarité entre femmes. Je peux dire une chose: Tant que cette solidarité n'existera pas entre les femmes, à côté des partis politiques—et elle n'existe pas ici en cette Chambre en ce moment, mais pas du tout—on n'arrivera jamais nulle part, nous, les femmes. Pourtant, on forme 52 p. 100 de la population. Je pense qu'il était temps, et je n'ai aucune leçon à recevoir de la députée—qu'elle se prenne en main elle-même. Et quand elle voit un projet de loi